



Lettre n° 307 du 22 octobre 2023

Au sommaire :

- **Netanyahou, Biden, Macron en guerre pour exterminer Gaza, la logique militariste criminelle du capitalisme ! Pour une solidarité internationaliste - Yvan Lemaitre**
- **Contre Macron va-t-en-guerre et les surenchères de l'extrême-droite, solidarité avec les Palestiniens contre notre propre gouvernement, notre propre État - Christine Héraud**
- **La Nupes s'entre-déchire, minée par les ambitions d'appareil et sa soumission à l'ordre établi ou la nécessité de construire un parti des travailleurs internationaliste - Henri Saussol**

Netanyahou, Biden, Macron en guerre pour exterminer Gaza, la logique militariste criminelle du capitalisme ! Pour une solidarité internationaliste !

L'offensive terrestre d'Israël pour rayer de la carte Gaza a commencé. Après 22 jours de bombardements incessants sur une population affamée, assoiffée, sans abris, la soldatesque sioniste a commencé l'invasion de Gaza, protégée par un déluge de feu, le plus intense depuis le début de la guerre. Gaza est « *un champ de bataille* ». C'est à un véritable nettoyage ethnique auquel se livre l'armée israélienne avec le soutien de toutes les puissances capitalistes occidentales derrière les USA emportés dans une nouvelle croisade contre le monde arabe, les musulmans.

Vendredi soir, l'Assemblée générale de l'ONU a réclamé à une large majorité une « *trêve humanitaire immédiate* », demande toute platonique que l'ambassadeur israélien à l'ONU a qualifiée d'« *infamie* ».

Cette punition collective infligée à tout un peuple colonisé dont les terres sont occupées depuis 75 ans par l'État sioniste est une mise en accusation de la domination sur le monde des vieilles puissances impérialistes qui entraînent l'humanité dans le chaos.

Les mensonges d'État qui prétendent justifier ce crime ne peuvent effacer la vérité historique. Mardi dernier, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, son secrétaire général António Guterres, a déclaré que « *l'attaque terroriste du Hamas ne vient pas de rien* », mais « *de 56 ans d'occupation* ». « *Je suis profondément préoccupé par les violations manifestes du droit humanitaire international auxquelles nous assistons à Gaza. Soyons clairs. Aucune partie à un conflit armé n'est au-dessus du droit international humanitaire. Rien ne peut justifier que des civils*

soient délibérément tués, blessés ou enlevés, ou que des roquettes soient lancées contre des cibles civiles » pour de nouveau appeler à un « *cessez-le-feu humanitaire immédiat* ». Il s'est attiré les foudres d'Israël demandant sa démission.

Pour les Etats-Unis, un cessez-le-feu « *à ce stade-ci ne bénéficierait qu'au Hamas* » et Biden se contente de donner des conseils hypocrites de modération à Netanyahou tandis que l'UE demande tout aussi hypocritement des « *couloirs humanitaires* » et des « *pauses* » pour venir en aide aux habitants de la bande de Gaza assiégée, pilonnée sans répit depuis 22 jours au moment où l'armée israélienne s'engage dans l'invasion terrestre de Gaza.

Une résolution aurait-elle été votée que cela n'aurait rien changé à la politique d'Israël qui depuis sa fondation n'a cessé de violer les résolutions de l'ONU. En particulier la résolution 242 du 22 novembre 1967 qui condamnait l'« *acquisition de territoire par la guerre* » et demandait le « *retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés* » pour défendre « *l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique* » de chaque Etat de la région.

La fondation d'Israël après la Seconde Guerre mondiale s'est faite par la terreur contre les Palestiniens chassés de leur terre. La partition sous l'égide de l'ONU de la Palestine jusqu'alors sous mandat c'est à dire sous domination coloniale britannique, en deux Etats, juif et arabe, qui a donné naissance à l'Etat d'Israël, en 1948, s'accompagne de la Nakba, la « *grande catastrophe* », l'expulsion de 800 000 Palestiniens de leurs terres. Le 9 avril 1948, des

milices sionistes attaquaient le village de Deir Yassin et exterminaient la grande majorité de ses habitants – 240 hommes, femmes et enfants – n'en gardant quelques-uns en vie que pour les faire défiler comme captifs dans les rues de Jérusalem. Après la guerre de 1949, Israël impose la division en deux territoires palestiniens coupés l'un de l'autre.

L'expansionnisme sioniste a, méthodiquement, étape après étape, élargi son territoire pour enfermer le peuple palestinien dans le camp de Gaza ou dans les bantoustans que sont les territoires palestiniens en Cisjordanie soumis à un véritable apartheid. Israël a mené son projet sioniste jusqu'à se retrouver dans la situation d'« écraser » Gaza, de se livrer à un véritable génocide dans l'objectif de réaliser le mythe du « *grand Israël* ». Terrible aboutissement de la tragédie juive qui voit les israéliens s'enfermer eux-mêmes dans une forteresse-prison dirigée par l'extrême-droite et les fanatiques religieux pour le compte des USA. L'ONU qui a porté Israël sur les fonts baptismaux a été bien incapable de s'opposer à la logique expansionniste du sionisme soutenue ou encouragée par les USA et les grandes puissances impérialistes occidentales. Fondée au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'ONU était censée garantir la paix, en fait la paix des vainqueurs, les USA et leurs alliés, en donnant à leur domination, leurs guerres et exactions la légitimité du droit international qu'ils avaient eux-mêmes écrit. Les déclarations de bonnes intentions n'ont pas résisté à la réalité des « *règles* » qui façonnent les relations internationales dans le monde capitaliste. Aujourd'hui, alors que la mondialisation débouche sur de nouvelles tensions et rivalités militaires internationales, l'ONU appartient au passé. L'exacerbation de la concurrence, la montée des nationalismes et du militarisme, la violence de la guerre n'ont que faire de ses résolutions. La loi capitaliste du plus fort s'impose dans toute sa folie barbare, elle ne peut connaître d'autres limites que la révolte, le soulèvement, la solidarité des travailleurs et des peuples.

« Le siège total », la torture sans fin d'un peuple pour préparer sa liquidation

Même dans ses activités les plus simples et indispensables, l'humanitaire, l'ONU est condamnée à se plier à la loi des armées. Son agence pour les réfugiés palestiniens est contrainte de cesser ses activités faute de carburant dans la bande de Gaza, assiégée et pilonnée sans répit. L'aide internationale qui peut encore arriver dans le territoire palestinien ne représente qu'« *une goutte d'eau dans un océan de besoins* », selon son secrétaire général. Les chirurgiens sont souvent amenés à opérer sans anesthésie. Dans la ville de Gaza, dix hôpitaux sont hors service, plus de 90 pour cent des médicaments et des produits sont épuisés. Le nombre de morts et de blessés ne cesse de croître, un véritable massacre de civils sans défense, sans abri, sans eau ni nourriture, « *la famine comme arme de guerre* » selon les mots d'Oxfam. « *Où qu'on aille, on mourra* », épuisés, abandonnés à la terreur sans fin du déchaînement de peur meurtrière des

sionistes, les Palestiniens voient avec effroi se déployer l'offensive terrestre préparée par l'intensification des frappes aériennes et la concentration de troupes et de chars aux abords de la bande de Gaza.

Après que l'armée israélienne a mené un premier « *raid ciblé à l'aide de chars* », opérations menées « *en préparation des prochaines étapes du combat* », vendredi matin l'infanterie a mené un nouveau « *raid ciblé dans le secteur central de la bande de Gaza* », épaulé par « *des chasseurs et des drones* », avant que samedi l'offensive terrestre ne se déploie, « *une guerre longue et dure* » annonce Netanyahu.

Les USA préparent une éventuelle extension du conflit en mettant la main sur Israël

Mercredi dernier, la Chambre américaine des représentants a adopté, à une large majorité de 412 oui et 10 contre, une résolution en soutien à Israël qui « *se défend contre la guerre barbare lancée par le Hamas et d'autres terroristes* ». Ce vote donne un quitus à Biden pour la politique qu'il a engagée au Moyen orient qui est bien plus qu'un soutien militaire, un véritable engagement dans la guerre elle-même dont témoigne l'impressionnant dispositif déjà déployé. Après l'envoi de l'« *USS Gerald R. Ford* », les Etats-Unis ont annoncé l'arrivée d'ici quelques jours d'un deuxième porte-avions, l'« *USS Dwight D. Eisenhower* », en Méditerranée, une force de plus de 15 000 marins.

Le secrétaire d'État, Antony Blinken, avait indiqué que l'Administration américaine échangeait avec des officiels israéliens au sujet des différentes options militaires possibles sans préciser le cadre et la nature de cette collaboration. Le Pentagone a ensuite confirmé l'envoi de plusieurs officiers américains en Israël afin de conseiller l'état-major de Tsahal sur son offensive terrestre à venir. Parmi ces officiers figure le général trois étoiles James Glynn, ancien commandant des opérations spéciales du corps des marines, qui a également participé aux opérations américaines visant l'État islamique en Irak. Il s'agit de partager « *les leçons apprises par les États-Unis en combattant l'État islamique à Mossoul* », la bataille pour reprendre la ville irakienne en 2016-2017.

La préoccupation du Pentagone n'est pas de faire respecter « *le droit de la guerre* » mais de se donner les moyens avec Tsahal de mener l'offensive terrestre au moindre coût et laisser croire qu'il essaye de contenir la catastrophe humanitaire en cherchant à éviter qu'elle ne retourne l'opinion mondiale contre eux. Ils ont voulu surtout convaincre Israël que des frappes aériennes « *ciblées* » combinées à des raids des forces spéciales seraient moins meurtrières qu'une opération massive. La tactique américaine s'applique aujourd'hui froidement.

La Maison blanche veut reprendre la main sur Israël menacé par l'embrasement de la région et qui, donc, a besoin de l'aide de son protecteur d'autant que Netanyahu a dressé la population contre lui et assure, à l'ombre des militaires, l'intérim de sa propre élimination prochaine alors qu'en Israël même monte la colère.

La proposition zélée et peu crédible de Macron que la « *coalition internationale contre l'État islamique, que nous avons utilisée pour nos opérations en Irak et en Syrie, combatte aussi le Hamas* », avant de faire, quelques jours plus tard la proposition d'une coalition humanitaire (!), essayait de s'inscrire dans cette logique d'extension de la guerre et visait à donner à la France une place dans une éventuelle escalade guerrière au Moyen-Orient. Cette proposition n'a servi qu'à montrer la parano présidentielle et son zèle militariste. Les USA qui se préparent à cette extension pour tenter de l'empêcher ou pour attaquer l'Iran tout en évitant d'en porter la responsabilité ne voulaient en aucun cas du zèle velléitaire de la France. Le Pentagone se prépare à un éventuel embrasement voire prend le risque de le provoquer du moins avec l'Iran tout en essayant de garder la maîtrise des rythmes autant que faire se peut, en particulier pour ne pas dresser l'opinion américaine et mondiale contre lui.

Personne n'est en mesure de prévoir ces rythmes mais cet embrasement est inscrit dans la logique des guerres engagées par les puissances occidentales depuis le début du siècle principalement en Irak, Syrie où l'armée américaine compte près de 2 500 et 900 soldats. Celle-ci est déjà intervenue en Syrie alors qu'au Sud Liban les affrontements entre Israël et le Hezbollah se multiplient et les nouveaux rapports de forces qui se construisent à travers la guerre actuelle, l'aggravation de la déstabilisation du Moyen Orient conduisent à une généralisation du conflit.

Les intérêts des Etats-Unis au Proche-Orient sont considérables. Des milliers d'entreprises américaines, pas seulement dans le secteur des hydrocarbures, y possèdent des filiales et bureaux de représentation. Avec les ressortissants impliqués dans la coopération politique et culturelle, ainsi que les militaires, on dénombre 80 000 Américains en Arabie saoudite, 50 000 aux Emirats arabes unis, 45 000 au Koweït, 8 000 au Qatar, des milliers à Bahreïn et Oman, mais aussi 600 000, souvent binationaux, en Israël, 5 000 en Jordanie et 86 000 au Liban.

« *Je dis franchement aux hommes d'Etat américains qui gèrent actuellement le génocide en Palestine que nous ne souhaitons pas l'expansion de la guerre. Mais si le génocide à Gaza continue, ils ne seront pas épargnés par ce feu* », a déclaré, jeudi, Hossein Amir Abdollahian, le ministre des affaires étrangères iranien, devant l'Assemblée générale des Nations unies. Jusqu'où l'Iran est-il en mesure d'assumer réellement les conséquences de ces propos qui signifieraient la guerre avec les USA ? Le déploiement de la puissance militaire américaine semble pouvoir l'en dissuader à moins qu'elle ne l'y pousse. Imposer la destruction de Gaza sans réaction du monde arabe en ayant rassemblé les puissances occidentales derrière lui serait pour Biden une victoire et un avertissement au monde entier. Une victoire qui inévitablement annoncerait des conflits à venir, de nouvelles étapes dans la mondialisation de la guerre.

Aveuglé par la puissance des USA et le mépris des peuples, Biden prend le relais de Netanyahu dans la

course à la barbarie. Il court inévitablement à son propre échec comme en Irak, en Afghanistan, en Libye en semant la mort, la destruction et des souffrances inouïes pour les peuples, un chaos mondialisé.

La lutte contre la guerre, une lutte démocratique et révolutionnaire, internationaliste pour le socialisme

La propagande officielle débitée du matin au soir par tous les médias qui soupçonnent le moindre point de vue un tant soit peu critique de l'État d'Israël de soutien au Hamas et d'apologie du terrorisme, d'antisémitisme, exerce une véritable censure et vise à embrigader les esprits dans la pensée unique des bellicistes occidentaux, une véritable propagande de guerre. Elle voudrait paralyser tout point de vue critique, toute solidarité ou contestation du terrorisme de l'État d'Israël, de l'union nationale belliciste. La méthode est simple, rodée, la morale et l'idéologie bourgeoise, une vision inversée des rapports sociaux où le dominant est glorifié, l'exploité, la victime responsable de son sort, coupable de tous les maux de la société, une morale et une idéologie à nu, décomplexées, dont le cynisme et l'hypocrisie ne connaissent pas de limites. C'est la logique du discours sécuritaire, raciste, xénophobe. La loi du plus fort, le récit des vainqueurs imposé aux vaincus et, suprême humiliation, les vaincus effacés, invisibles, sans passé ni histoire, déshumanisés, la mise scène en continu du drame des Israéliens et les souffrances des victimes ignorées, ne sont-elles pas que des « *animaux* » ! La terrible bassesse d'une intelligentsia vendue pour le prix de son petit confort matériel et moral !

Quand le mensonge érigé en vérité d'État atteint un tel degré de cynisme et de mépris des victimes, de leurs souffrances, se profile à l'horizon la dictature seule capable d'imposer à la population le mensonge comme vérité. Quand la politique, le discours politique visent consciemment à construire une illusion criminelle, à laisser croire à celles et ceux qu'on assassine que leur propre meurtre a un sens pour l'avenir comme le font Biden et les alliés d'Israël, ce sont les fondements mêmes de la civilisation qui s'effondrent pour faire place à la barbarie.

« *Lorsque cette crise sera terminée, il faudra avoir une vision pour la suite. Selon nous, il doit s'agir d'une solution à deux États. [...] Les Israéliens et les Palestiniens méritent chacun de vivre côte à côte dans la sécurité, la dignité et la paix.* », ces propos de Biden alors que le Pentagone organise un massacre avec l'armée israélienne sont d'une hypocrisie et d'un cynisme insupportables. Pas plus que les dirigeants américains n'ignoraient que leur politique et celle de l'Otan à l'égard de la Russie et de l'Ukraine ainsi que des pays dits de l'Est ne pouvait conduire qu'à la guerre, Biden n'est pas sans connaître les risques d'escalade militaire que représente la politique des USA et d'Israël pour en finir avec la question palestinienne et instaurer Israël comme gendarme du Moyen Orient en fonction des développements prévisibles des conflits

dans le monde. Il sait que « *la solution à deux Etats* » est un mirage, que ni les USA ni Israël n'en veulent.

Cette escalade militaire n'est pas plus la conséquence de la folie de Poutine que de celle du Hamas ou de la parano de Netanyahu dont se joueraient les USA, elle participe du mode d'existence du capitalisme. De tout temps, la guerre a été un mode de gestion de rapports de force entre nations et groupes capitalistes pour décider de qui s'approprierait la plus grosse part du butin, des richesses créées par l'exploitation des travailleurs et des peuples. Avec le capitalisme financiarisé mondialisé, le capitalisme sénile, se sont multipliés les Etats qui, chacun à leur niveau, postulent à participer au festin, à son partage, d'où la montée du militarisme, l'exacerbation des tensions, l'escalade militariste.

Le mouvement ouvrier est confronté à une bataille à laquelle il n'est pas préparé ni politiquement ni moralement, ni organisationnellement. Cette offensive des brigands capitalistes se déroule après des décennies de recul, les partis, les idées hérités de la période antérieure ne répondent plus à la réalité nouvelle, la conscience de classe a été pour beaucoup noyée dans l'idéologie du libéralisme imposant ses méthodes de management face à des syndicats impuissants.

La brutalité de l'évolution de la société désorganisée, bouleversée par la violence capitaliste nourrit la résignation ou la passivité dans le même temps que partout jaillissent la colère et la révolte. Le drame du peuple palestinien est le drame de toute la société à l'échelle internationale, il soulève l'indignation et la révolte, partout se multiplient les manifestations, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui veulent rompre avec le sentiment d'impuissance face à l'offensive idéologique qui accompagne l'offensive militaire.

Notre solidarité à l'égard des Palestiniens est de même nature que notre solidarité à l'égard des Ukrainiens, elle est internationaliste, milite pour la fraternisation des travailleurs et des peuples contre la démagogie nationaliste et religieuse du Hamas allié de régimes bourgeois réactionnaires, de la dictature iranienne tout autant que

contre le nationalisme de Zelensky qui a vendu les intérêts des Ukrainiens aux puissances occidentales.

Nous défendons le droit des peuples mais ce droit est à l'opposé de la dictature du Hamas ou de Zelensky, des puissances dont ils sont les vassaux.

Il ne pourra non plus être instauré par des institutions internationales impuissantes qui n'existent que pour couvrir les crimes des grandes puissances ou laisser croire qu'une autre politique serait possible sous le règne du capitalisme.

Seul un puissant mouvement mondial de masse contre les fauteurs de guerre pour la justice et la paix, pour la démocratie, la coopération des peuples pourra l'imposer en relation avec la lutte des travailleurs palestiniens et israéliens pour en finir avec la guerre et construire des relations démocratiques, en finir avec les causes du désastre sanglant, la colonisation et l'occupation. La fraternisation des travailleurs palestiniens et israéliens ne donnera pas naissance à deux Etats mais à un état binational, démocratique, laïc et socialiste en relation avec les travailleurs des pays arabes mais aussi ceux des puissances impérialistes occidentales.

La réponse à la tragédie du peuple palestinien, des peuples du Moyen Orient, d'Ukraine ou d'ailleurs dépend pour une large part des travailleurs des vieilles citadelles impérialistes aujourd'hui encore principaux fauteurs de guerre par la lutte acharnée qu'elles mènent pour défendre leur domination et leurs privilèges inacceptables, « *une guerre de civilisation* » rétrograde et barbare, l'occident contre le reste du monde, une guerre perdue et sans espoir, sans autre issue que la destruction de la civilisation.

C'est bien pourquoi la solidarité de la classe ouvrière est d'abord et avant tout une lutte pour se rassembler contre sa propre bourgeoisie, son Etat, pour mettre fin au militarisme, imposer une politique fondée sur le respect des droits des peuples, la solidarité internationale et la coopération entre les peuples, conquérir la démocratie pour construire le socialisme.

Yvan Lemaitre

Contre Macron va-t-en-guerre et les surenchères de l'extrême-droite, solidarité avec les Palestiniens contre notre propre gouvernement, notre propre État

Macron en Israël le 24 octobre, en soutien au gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu, a lancé un appel à « *bâtir une coalition régionale et internationale contre les groupes terroristes qui nous menacent tous... à ce que la coalition internationale contre Daech puisse lutter aussi contre le Hamas* ». Dupe de son rôle et habité par le souvenir de la grandeur passée de la France, il a enfilé le costume trop grand de dirigeant international, se posant comme leader de la lutte contre le terrorisme, avec cette

proposition de mobiliser la coalition internationale créée en 2014 par les puissances occidentales contre l'Etat Islamique, pour aujourd'hui lutter contre le Hamas. Une agressivité belliciste qui, faute de retenir l'attention des dirigeants occidentaux, assurait de son soutien inconditionnel l'Etat sioniste qui a commencé le massacre de la population de Gaza.

« *Nous partageons un même deuil* », a répété Macron aux dirigeants israéliens, après avoir rencontré les familles

des otages et victimes françaises, justifiant le « *droit à se défendre* » d'Israël, sans un mot pour les victimes palestiniennes.

Sa tournée des dirigeants arabes, de Mahmoud Abbas en Cisjordanie au roi de Jordanie puis au président égyptien Sissi pour répéter derrière Biden qu'il faut à tout prix éviter l'escalade qui pourrait embraser toute la région, se voulait l'expression d'une « *diplomatie équilibrée* ». Mais ladite diplomatie de Macron a été accueillie à Ramallah par des manifestations de colère, comme dans d'autres capitales arabes où des manifestations ont eu lieu devant les ambassades françaises pour dénoncer la politique colonialiste guerrière de la France.

De nombreux pays appellent à un cessez-le-feu, en Occident comme dans le monde arabe et jusqu'au secrétaire général de l'ONU Guterres, mais Macron ne l'a même pas réclamé, alors que sa visite intervenait au lendemain des « *vingt-quatre heures les plus meurtrières depuis le début de la guerre* » à Gaza, selon le Hamas.

Soucieux que la France prenne sa place aux côtés d'Israël et des USA dans leur guerre d'extermination de Gaza, il veut ici imposer à l'ensemble des travailleurs et de la population un état de guerre qui favorise et renforce l'hystérie raciste, xénophobe et sécuritaire du bloc réactionnaire que relaient à longueur de journée les médias aux ordres. La répression s'abat sur toutes celles et ceux qui osent affirmer leur soutien au peuple palestinien et refusent cette criminalisation. Une fois encore le préfet de police de Paris, Laurent Nunez, a interdit la manifestation de solidarité avec le peuple palestinien appelée samedi 29 à Paris, qui malgré l'interdiction a réuni des milliers de participants, non « *pour une question de maintien de l'ordre* », comme il l'a précisé, mais bien pour délit d'opinion, le NPA ainsi que d'autres organisations qui appelaient à manifester laissant selon lui « *à penser [que les manifestations sont] en soutien au Hamas* ».

Surenchères guerrières de la droite et de l'extrême-droite

Le débat qui s'est déroulé lundi 23 octobre au Parlement a été le théâtre des surenchères hystériques de la droite et de l'extrême-droite, alors que Borne n'avait pas d'autre choix que de tempérer les propos va-t-en-guerre de Macron en faisant mine de se préoccuper du sort des populations de Gaza, parlant vaguement de couloir humanitaire et de solution politique, qui ne peut avoir de réalité dans l'escalade guerrière en cours. Elle a évoqué la solution à deux Etats, qui serait la position officielle de la France, cynique et hypocrite quand, depuis les accords d'Oslo de 1993, cette solution des « deux Etats » n'a cessé d'être bafouée par Israël qui a poursuivi la colonisation des territoires, rendant aujourd'hui impossible l'existence d'un Etat palestinien.

La droite et l'extrême-droite se sont emparées du débat pour l'instrumentaliser et déverser leur haine raciste et xénophobe, Ciotti appelant à renforcer le soutien à Israël « *contre la barbarie* ». « *Depuis le 7 octobre, notre pays*

donne le sentiment d'être hésitant », a déclaré la députée LR Michèle Tabarot, pour qui « *ce n'est pas le temps de la paix aujourd'hui* ». Marine Le Pen s'est opposée fermement à un cessez-le-feu et a réaffirmé sa volonté d'interdire « *les idéologies islamistes sur notre sol* », mettant en parallèle l'attaque du Hamas et l'assassinat de Dominique Bernard à Arras par un jeune russe « *radicalisé* », fidèle à son discours xénophobe et aux amalgames qui font de tous les jeunes des banlieues populaires des musulmans suspects de terrorisme.

Se désolidarisant de ce concert belliciste réactionnaire, les députés LFI dont Mathilde Panot, qui n'a pu parler que dans le brouhaha haineux venant des rangs de la droite, de l'extrême-droite et d'une partie des macronistes, ont été l'objet d'attaques violentes, accusés de faire l'« *apologie du terrorisme* » et de vouloir « *mettre le feu à la France* », Borne se disant « *scandalisée par [son] obstination à ne pas condamner le Hamas* ».

La lutte contre la guerre, pour la solidarité des peuples, la lutte contre notre propre Etat

Les appels à la « *désescalade, à la modération et au droit à la vie des populations civiles* » portés à l'Assemblée par le député Modem Jean-Louis Bourlanges, ne sont que des vœux pieux pour masquer le silence sur les crimes et le terrorisme de l'Etat d'Israël.

Les voix de la gauche qui revendiquent une paix, impossible sans l'intervention des travailleurs palestiniens et israéliens contre leurs dirigeants pour instaurer leur propre pouvoir démocratique, ne dénoncent que les « *crimes abjects* » commis par les « *terroristes islamistes du Hamas* », dit le socialiste Boris Vallaud, ou voudraient, comme le communiste Jean-Paul Lecoq que « *La France, membre du Conseil des Nations unies, [pose] en urgence des actes forts pour que nous trouvions au plus vite le chemin de la paix* ». Sans perspectives d'émancipation à offrir aux travailleurs et aux populations exploitées, intégrés à l'ordre social capitaliste, ils s'en remettent au « *respect du droit international* », le droit des grandes puissances occidentales, responsables de la domination coloniale du peuple palestinien.

Les travailleur-se-s et la jeunesse qui luttent pour la paix, la démocratie et la justice sociale, qui refusent la guerre de Macron, au service des classes dominantes et des puissances occidentales pour leur domination sur le monde, ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur solidarité internationaliste. Le nationalisme et les frontières, qui dressent les travailleurs et les peuples les uns contre les autres sont une impasse, le nationalisme criminel de l'Etat d'Israël comme celui des dirigeants bourgeois du Hamas, qui ont contribué à creuser un fossé sanglant entre les travailleurs palestiniens et israéliens.

Notre drapeau est celui de la solidarité des travailleurs et des peuples, le drapeau rouge de l'internationalisme. Notre combat pour la paix, pour que soit mis fin au massacre des Palestiniens, contre la guerre au Moyen-Orient comme en Ukraine et pour le droit des peuples à disposer

d'eux-mêmes est indissociable de la lutte contre Macron et notre propre gouvernement, contre leur union nationale, indissociable de la lutte pour nos droits démocra-

tiques, sociaux et économiques, pour un monde sans frontières, débarrassé de l'exploitation et des guerres.

Christine Héraud

La Nupes s'entre-déchire, minée par les ambitions d'appareil et sa soumission à l'ordre établi ou la nécessité de construire un parti des travailleurs internationaliste

« Fronde », « déclin », « nouvelle union de la gauche », « le problème Mélenchon », pas un jour sans que les médias ou les différentes personnalités de la NUPES et de LFI ne s'interpellent ou ne dénoncent les positions des uns ou des autres, en ciblant Mélenchon en particulier. Si ces querelles révèlent les ambitions de beaucoup elles illustrent surtout les limites de cette alliance comme l'im-passe du « projet » qu'elle prétend porter.

Se plier aux mensonges d'État ou se démettre...

Comme déjà au lendemain de la révolte des jeunes des quartiers après l'assassinat de Nahel, toute la NUPES s'est pliée avec zèle à la campagne d'union nationale lancée par le gouvernement autour du soutien à Israël, avec une violence verbale sans limites à l'égard de celles et ceux qui ne s'y ralliaient pas, Mathilde Panot, Danièle Obono et Jean Luc Mélenchon en premier lieu.

Jérôme Guedj, pour le PS, les a qualifiés « d'idiots utiles... vous me dégoûtez. ». Au PC, c'est le porte-parole pour les élections européennes qui demande à LFI « des clarifications sur le Hamas ». Un élu régional du PS a été jusqu'à qualifier Mélenchon « d'ordure » dans un tweet.

Enfin, ce sont aussi des élus de LFI, Autain, Corbières, Garrido et surtout Ruffin qui s'y sont associés : le Hamas est une « organisation fanatique, terroriste [...] » a déclaré ce dernier. « On doit mettre des mots forts sur des actes horribles, sinon notre parole est discréditée, moquée, enlisée dans des justifications byzantines, pas à la hauteur de la gravité des événements ».

L'agressivité et l'outrance verbale de ces attaques ne servent qu'à justifier l'abdication de ceux qui les profèrent et contribuent à créer un climat de violence politique. Cela vise à étouffer toute contestation, à créer un véritable terrorisme intellectuel qui disqualifie toute parole « dissidente » et justifie la répression à l'égard de celles et ceux qui combattent la politique de l'État israélien. Au moment où le NPA de Poutou et Besancenot est attaqué pour « apologie du Hamas », où des militants syndicaux de la CGT sont placés en garde à vue pour avoir appelé dans un tract à soutenir les droits du peuple palestinien, au moment où encore aujourd'hui la plupart des manifestations sont sous le coup d'entraves ou d'interdictions, nous ne pouvons que dénoncer une telle violence et soutenir celles et ceux qui en sont la cible et nous appelons à nous joindre, à organiser et à participer largement

à toutes les manifestations qui ont lieu, en y défendant notre propre politique.

Celles et ceux qui expriment des « réserves » comme Roussel pour le PCF, qui « soutient » les militants de la CGT arrêtés tout en précisant qu'il ne « partage pas » leurs propos, sont absents de toutes les mobilisations, comme le reste de la NUPES, et laissent de fait le terrain libre à toute la vague réactionnaire qui déferle.

A la NUPES et à LFI : un problème Mélenchon ?

La presse et les médias font aujourd'hui leurs gros titres autour de l'éclatement de la NUPES et de la personnalité « problématique » de Mélenchon.

Il n'y a pourtant pas à s'étonner de l'alignement du PCF, d'EELV, du PS et de certaines personnalités de LFI sur la politique de l'État français, c'est une continuité historique. Ils et elles ont toujours soutenu la politique étrangère de la France et participé à différents gouvernements qui n'ont jamais, c'est le moins qu'on puisse dire, contribué à défendre les droits des peuples, ceux des Palestiniens ou d'autres.

Dans ce procès pour délit d'opinion, Mélenchon est lui-même victime de ses confusions et contradictions, pris entre la démagogie parlementaire et ses propres préjugés nationalistes bourgeois.

Dans son blog du 22 octobre titré « Tuer le père » (!), il « s'étonne » du ralliement de certains : « le tournant de EELV et du PC a été un vrai événement, imprévu par nous. »

Mais lorsqu'il explique sa politique étrangère et le terrain sur lequel il défend le droit des Palestiniens, c'est, comme il le dit lui-même, en « homme d'État » responsable : « Le Hamas a déclenché une opération de guerre contre Israël. Si nous voulons que les crimes de guerre soient jugés et poursuivis, il faut les appeler par leur nom. Cela est possible à la Cour pénale internationale ».

Et quand il reproche au gouvernement sa politique, c'est au nom de... De Gaulle : « Madame Borne profite de la guerre au Moyen-Orient pour mener sa guerre contre LFI. J'ai exprimé la position constante de notre pays depuis De Gaulle... L'approbation du massacre en cours déshonore madame Borne. La France ne parle pas comme ça ! »

On est loin du droit des peuples et Ruffin est sur le même terrain quand il déclare dans un entretien au *Figaro* le 26

octobre que « *la voix de la France a perdu son indépendance* ».

Politique parlementaire, institutionnelle, nationaliste ou lutte de classe internationaliste

Chacun, dans la NUPES comme dans LFI, est prisonnier de sa position dans le jeu politique institutionnel et parlementaire qui est leur seul horizon.

Le positionnement des uns et des autres est fonction de choix tactiques ou des ambitions personnelles, dans la perspective des futures alliances ou échéances électorales, que ce soient les européennes ou la présidentielle ensuite, pour participer pleinement à diriger cette société, au cœur de ses institutions.

Mélenchon a porté l'alliance électorale de la NUPES sur la base de son score aux élections présidentielles, à l'issue de sa 3^{ème} candidature, incarnant le « *bruit et la fureur* » ou encore « *la révolution citoyenne* ». Il n'a d'autre choix que d'assumer cette identité plutôt que de rallier, toute honte bue, la politique de Macron.

Mais qu'ils soient dissidents ou non, « *alignés ou non-alignés* », tous les courants en concurrence qui constituent la NUPES et LFI s'inscrivent dans le même cadre, celui des institutions d'un État national, de l'ordre mondial qu'ils contribuent à perpétuer. Le réformisme n'a pas changé et les différences entre eux portent sur des choix tactiques et pas sur des divergences de fond. Chacun cherche avant tout à démontrer son sens des responsabilités pour postuler à la tête du pouvoir.

La seule paix, la seule démocratie possibles, c'est celles que construiront les travailleurs et les peuples eux-mêmes

Ce qui a changé, c'est la situation globale. Aujourd'hui, nous sommes loin de la « *mondialisation heureuse* » promise après la chute du Mur de Berlin. La réalité du capitalisme financiarisé mondialisé est un chaos global qui ne laisse plus aucune marge de manœuvre pour aucun compromis social, ce qui était la base même sur laquelle pouvait exister le réformisme.

Mélenchon avait fait le pari politique, sur la base de l'effondrement du PS et au moment où une nouvelle contestation sociale cherchait à se construire en particulier autour de l'extrême-gauche révolutionnaire, de capter cette colère. S'il a en partie réussi, il n'a pour autant aucun autre horizon que ce système lui-même, sur des bases souverainistes et étatistes.

Au-delà des luttes intestines et des guerres picrochelines au sein de la NUPES, ce sont ces contradictions qui éclatent aujourd'hui, celles d'un impossible réformisme.

D'une certaine façon, ces querelles ajoutent de la confusion à la confusion, en enfermant tous les enjeux dans le cadre étroit des luttes d'appareils et de pouvoir, elles participent de ce monde qu'elles prétendent combattre.

La seule manière de s'en dégager, c'est de rompre avec le parlementarisme et les vieux partis de la gauche faillie pour adopter un point de vue de classe. Il n'y a pas de diagnostic partagé, pas de dialogue social, pas de cessez-le-feu dans cette bataille. Redonner du crédit, accepter l'imposture des dialogues avec ceux qui gèrent et défendent ce système, en France comme à l'ONU ou ailleurs, c'est censurer la lutte, tourner le dos à nos intérêts, à notre émancipation.

Il n'y a de réponses que dans l'unité du monde du travail ici, en toute indépendance des jeux institutionnels, dans la constitution de notre propre force, contre notre propre Etat.

Penser chacune de nos luttes comme un élément dans un combat d'ensemble -une aspiration largement partagée- c'est chercher à formuler, à refonder non pas un « *nouveau réformisme* » déjà mort-né mais un programme révolutionnaire pour le monde actuel. C'est dégager une compréhension d'ensemble, faire converger les soulèvements de la terre, des peuples, et du monde du travail et de la jeunesse autour de liens et d'un cadre démocratiques communs en s'appuyant sur toutes les initiatives et expériences issues de nos luttes.

C'est à cela que nous voulons contribuer dès maintenant avec toutes celles et ceux qui contestent la marche à la guerre comme la répression et les reculs politiques et sociaux en cours.

Henri Saussol